

Lettre des représentants de communautés grecques de Lesbos à la commission internationale des réformes (1880, 166PO/E/123).

Lesbos le 25/6 août 1880,

À l'honorable Commission internationale des réformes

Nous soussignés notables des différentes communes de "Lesbos" avons l'honneur de soumettre, au nom des habitants de cette île, à la haute commission internationale des réformes, la présente requête convaincus que les vœux qui y sont exprimés seront l'objet d'un bienveillant examen et favorablement accueillis.

La population de l'île de Lesbos s'élève à 120 mille âmes environ, dont 13 mille à peine musulmans et les autres grecs orthodoxes. Les principales occupations des habitants sont l'agriculture et l'éducation du bétail, le commerce et la navigation étant concentrés entre les mains de quelques personnes seulement.

Si l'île toute entière était cultivée, elle pourrait nourrir une population beaucoup plus nombreuse, mais malheureusement les terres les plus fertiles, appartenant aux racoufs (*terres appartenant aux communautés musulmanes*) restent incultes, tandis que les chrétiens, ne possédant que les endroits montagneux stériles, leur travail ne leur donne pas les moyens d'existence de sorte qu'ils sont souvent obligés d'aller les chercher ailleurs, notamment en Asie Mineure. La population cependant supporterait avec résignation sa pauvreté, effet de la stérilité du sol, si sa condition n'était pas rendue insupportable par des impôts écrasants et par un mode de perception défectueux voire même vexatoire, grâce aux procédés des agents du fisc.

Si l'on devait juger par le chiffre des impôts payés et l'aisance de certaines personnes, on serait tenté de croire que l'île renferme des grandes ressources et que ses habitants y vivent dans un état de prospérité relative. Mais en réalité c'est tout le contraire qui arrive. La richesse de quelques personnes est due au commerce et à la banque, tandis que le peuple qui n'a que la terre pour le nourrir est voué à la pauvreté. Les insulaires émigreraient en masse sur le territoire voisin de l'Asie Mineure, s'ils espéraient y trouver quelque sécurité ; il est vrai que quelques bandes de brigands, qui ont visité, dans ces derniers temps, notre île ont été rigoureusement poursuivis par la population. Mais les voleurs ne cessent de ravager nos champs, de voler nos bestiaux et nos récoltes. Sûrs de l'impunité ils jouissent du fruit de leurs exploits au milieu de la plus complète quiétude. Il n'y a pas, en effet, ni gendarmerie pour les arrêter, ni tribunaux pour les juger. Autrefois il y avait au moins dans toute l'île quelque chose qui ressemblait à une police ; mais depuis quelques années il n'y a pas un agent de police pour veiller à la sécurité publique. Les quelques zaptiés (*soldats de la police*) que possède l'île se trouvent dans la capitale et les chefs-lieux, et ils sont employés par l'autorité locale à la perception des impôts. Si quelque particulier s'adresse à eux, ils entendent se faire payer chèrement leurs services de sorte que l'on préfère se laisser dépouiller plutôt que d'avoir recours à eux. L'état de la justice est encore plus déplorable, si c'est possible que celui de la police. Cela tient surtout à l'insuffisance de tribunaux. Il n'y en a qu'un, en effet dans la Capitale. Si donc quelqu'un a besoin de s'adresser à la justice, et a le malheur de ne pas habiter la capitale, il doit parcourir une grande distance, la plupart du temps ne dure pas moins de quinze heures.

Cet état de choses est encore empiré par l'introduction de nouveaux règlements dont une fausse interprétation a conduit l'autorité locale à confondre les attributions de la justice avec celles de la police et à supprimer celle-ci. Ajoutez à cela que l'énormité des frais judiciaires ne permet pas au pauvre insulaire de s'adresser au seul tribunal chargé de la distribution de la justice et dont la composition suffit pour donner une idée de la manière dont il procède dans l'accomplissement de sa tâche.

A côté d'un Cadi (*juge*), qui en a la présidence et qui connaît le Chérif (*document de loi religieuse musulmane*) et encore très imparfaitement siègent des juges ignorants, directement nommés par l'autorité et jugeant dans une langue inconnue de presque tous les habitants.

Nous ne prétendons certes pas à une prospérité égale à celle dont jouissent les nations civilisées ; nous n'exigeons pas des avantages que les gouvernements européens prodiguent à leurs sujets, tels que voies de communication, protection du commerce et de l'industrie, encouragement de l'agriculture par la création de banques agricoles, extension de l'instruction publique à toutes les classes de la population ; tout cela est du luxe pour nous, auquel nous n'osons même pas rêver non pas que nous ne sachions pas les apprécier, mais parce que nous en croyons la réalisation impossible.

Le gouvernement, en effet, de Sa Majesté Turque le Sultan ne nous reconnaît pas le droit de solliciter une amélioration quelconque de notre condition ; il ne nous trouve bons qu'à payer de très lourds impôts, sans nous permettre d'espérer que la moindre somme soit dépensée au profit du pays.

Jusqu'aujourd'hui toutes les fois que le gouvernement a décidé en principe quelque amélioration ce n'a été que pour trouver un prétexte d'augmenter les charges des contribuables. C'est ce qui est arrivé pour la construction de routes, qui a bien commencé pour justifier de nouvelles impositions, mais qui est toujours restée au même point, tandis que rien n'est fait pour améliorer les voies de communication, il nous est en quelque sorte interdit d'utiliser celles dont nous a gratifié la nature, en assujettissant aux mêmes droits que ceux qui sont perçus pour l'importation de l'étranger les marchandises qui sont transportées de l'une à l'autre rive des deux grands golfes qui s'avancent dans l'intérieur de l'île. Cette communication par mer est d'autant plus nécessaire que l'île est absolument dépourvue de ponts et de routes. C'est ce qui explique aussi que des droits de péage aient existé de tous temps entre ces deux golfes ; que disions-nous des ponts, ports, fontaines et autres travaux d'utilité publique ?

Nous préférons que nos bêtes soient décimées en tombant chaque jour dans les précipices plutôt que de souhaiter d'en avoir sous le système actuel. Les conduits d'eau sont aussi dans un triste état et cela doit être alors que les legs apportés par les testateurs à leur construction et leur entretien sont dévorés par les puissants mahométans qui en ont l'administration, et le peu d'eau que nous ayons sert à arroser les cours et les jardins de ces derniers, tandis que la ville a soif.

En outre les vastes forêts, qui fournissent aux habitants du bois de chauffage et de construction, sont livrées tous les étés pour les chevriers aux flammes sans que l'autorité fasse rien pour les empêcher. Cela suffit, pour ne pas multiplier les exemples, à démontrer que les habitants de l'île sont aujourd'hui beaucoup plus malheureux qu'ils ne l'étaient, il y a vingt ou trente ans : en effet tandis que d'une part le prix de l'huile, le principal produit de l'île, a considérablement baissé et continue de baisser, d'autre part le prix du sel, dont l'emploi pour les olives est indispensable, a sensiblement haussé par suite des droits exagérés auxquels il est assujéti, nous n'hésitons pas à dire que notre condition est devenue intolérable sans que nous ayons en compensation la sécurité de notre vie, notre honneur et notre fortune.

Cet état de choses ne cessera certes jamais tant que toutes les branches de l'administration de l'île seront le monopole d'une minorité mahométane et que l'élément chrétien, qui est dix fois plus nombreux et supérieur sous les rapports en sera exclu.

S'il existe aujourd'hui dans l'île quelque œuvre utile, elle n'est due qu'à l'initiative des particuliers. La preuve en est le développement par toute l'île de l'instruction publique, pour laquelle le gouvernement ne dépense même pas un centime, et qui est entièrement due à l'amour pour le travail et pour le bien de la population grecque.

Chaque village a son école communale ; les bourgs ont en plus des écoles helléniques supérieures. La Capitale possède en dehors de son excellente école hellénique, un gymnase (*lycée*), dont les élèves sortants sont admis de plein droit à l'Université d'Athènes. Tous ces établissements sont entretenus par la générosité publique et la sueur de la population grecque qui toute pauvre qu'elle est, est avide de progrès. Indépendamment des écoles et des églises, elle pourvoit aussi à l'entretien d'un hôpital à la capitale, où sont soignés tous les souffrants sans distinction de race ni de religion.

Persuadés que notre sort sera amélioré par les soins de l'honorable commission internationale, nous avons l'honneur de lui présenter cette requête et de la supplier de ne pas oublier ce petit coin de l'Orient chrétien et de ne pas l'exclure des bienfaits de ses travaux.

Nous avons l'honneur d'être avec le plus profond respect, *Suivent les signatures des communautés et leurs scellés.*

Lesbos le 25 août 1880